

## Arrondissement : Hendaye ( 64)

---

### Type de réunion

Réunion de collège public

Réunion de lycée professionnel public

### Discussion sur le constat

Une réunion commune au collège Irandatx et au Lycée d'Enseignement professionnel d'Hendaye a été organisée le vendredi 5 décembre.

Monsieur MOUCHET, Proviseur du LEP et Madame SALDANA Principal du collège IRANDATZ étaient les organisateurs, Monsieur Charles LAFITTE était animateur.

Après sondage chez les enseignants, parents d'élèves, élèves, les questions 1, 8 et 10 étaient retenues.

La question N°1 a été débattue lors du bilan de la première partie de la consultation au collège Irandatx.

Les questions N°8 et N°10 sont communes aux deux établissements.

61 personnes étaient présentes dont une majorité d'enseignants.

Lors de la préparation du débat, l'on s'est demandé s'il convenait de livrer les questions en vrac, et faire appel à la sensibilité des participants, ou bien « saucissonner » les questions. C'est la première solution qui a été retenue.

### Question N°8 : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

On demande tout à l'école qui ne peut pas tout faire, un relais associatif laïque est nécessaire.

Un conseiller psychologique du Collège rajoute : on se fiche de nous puisque des éducateurs ont été supprimés.

Place des parents : - Ils occupent une place importante : Les parents ont-ils été prévenus ? réponse : Oui, par l'intermédiaire des élèves. Mais la participation des parents nécessite une longue préparation locale : il faut leur donner des armes. Il y a souvent des difficultés entre les adolescents et leurs parents qui ne sont pas toujours au courant de la structure-école très lourde.

Il faut donner des moyens aux enseignants qui ne peuvent pas tout faire : la liaison avec les parents serait efficace mais nécessite des moyens humains importants.

Il y a une démission des parents.

Sur la motivation des élèves : l'assistance n'a pas beaucoup réagi, cependant quelques idées ont été émises : les jeunes envisagent trop souvent le chômage et ont devant un avenir incertain.

Un parent d'élève : Pour les parents, il n'est pas facile de diriger les enfants qui n'ont aucune idée sur leur futur métier et qui ne sont qu'en troisième ou en seconde. Le conseil des parents ne sera pas toujours suivi. C'est pourtant un travail à faire dès le collège.

Il est important de remettre à l'honneur les métiers manuels à partir du collège afin d'ouvrir les enfants sur un métier. Ce n'est pas aux parents de conseiller les enfants.

Un conseiller d'orientation psychologue : au niveau des textes, ce sont les enfants qui décident de leur orientation. Toute la responsabilité repose sur le jeune, il doit trouver sa voie tout seul, le choix est trop précoce, mais il n'est pas possible de faire quelque chose de directif : l'individu doit être placé au centre.

Il faut faire un l'adéquation entre emploi et formation. Seulement 10% des titulaires d'un BEP ou CPA travaillent dans leur domaine de formation.

Il faut donc que le choix soit fait en fonction du désir des jeunes et non de l'emploi.

D'autre part, il faut une formation à la fois plus pointue et plus généraliste, de façon par exemple à ce qu'une coiffeuse ou une esthéticienne suive également des cours de gestion.

Dans quelles mesures l'hétérogénéité des classes favorise-t-elle l'épanouissement des élèves ?

Réponse : l'énoncé de la question est mauvaise. Il faut des groupes de niveau, mais éviter des écarts énormes.

Sur le redoublement : son intérêt a été étudié scientifiquement, même au niveau de l'UNESCO : il ne sert à rien

Un infirmier du LEP : Il faut rechercher l'épanouissement des élèves ; pour développer le désir d'apprendre et de réussir, la tâche est rude car les jeunes ont beaucoup de problèmes dans leur vie.

L'école doit s'occuper du scolaire mais aussi de ce qui va autour.

On leur demande trop tôt de décider de leur avenir.

Un professeur de SVT : Plaisir/désir : on ne peut pas transformer les classes en garderie : les élèves sont souvent heureux en classe mais il n'y a aucun travail à la maison.

Comment développer le désir d'apprendre ? Avec un enfant curieux, le professeur sait faire, avec un enfant qui se désintéresse de tout, le professeur ne sait pas faire.

Un parent d'élève : Il ne faut pas renoncer à l'autorité des professeurs envers les enfants et des parents envers des enfants.

Le travail de relations parents/enfants est lourd.

Des enseignants qui ont travaillé dans la région parisienne et notamment en ZEP relèvent que les préoccupations ne sont pas les mêmes à Hendaye, que la réalité d'Hendaye est loin de la réalité nationale. Ici, on peut enseigner notre matière, contrairement à d'autres régions moins favorisées.

A Hendaye, les élèves sont dans un cocon, très protégés.

Un infirmier du LEP: Les élèves d'ici rencontrent aussi des difficultés, ils souffrent même à Hendaye.

Un professeur : Il y a nécessité de mettre en place des projets afin de motiver les élèves et prévoir une ouverture plus large que les cours.

Mais pour cela, on manque de personnel, de locaux, de surveillance : chacun apporte sa pierre, et il y a une part de bénévolat, c'est usant, les professeurs craquent.

Un intervenant : Il ne faut pas confondre la souffrance de l'élève (vrai problème) avec celle de l'enseignant (liée à la souffrance de l'élève).

Il faut plus d'infirmiers dans les collèges.

En conclusion, pour un épanouissement de l'élève et un bon enseignement, il faut plus de moyens. Mais l'école doit-elle tout faire ? Il est indispensable de créer des structures extérieures qui prennent en charge une partie de l'éducation, des structures d'accompagnement : les enseignants ne sont pas assistants sociaux.

Un parent d'élève : « je suis favorable à une prise en charge extérieure mais il restera bien peu de temps pour vivre à nos enfants »

Un enfant bien accompagné n'aura pas de difficultés et aura le désir d'apprendre. Pour ce faire, les parents sont aussi indispensables.

## **Question N°10 : Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ?**

Orientation des élèves : Il n'y a pas de problèmes d'orientation quand les élèves et les parents acceptent la mobilité, mais bien souvent, les choix se font par défaut.

Goûts et projets des élèves : Les élèves ne savent pas ce qu'ils veulent faire. On demande trop vite de faire des choix. Cela est facile avec de bons éléments mais souvent l'orientation se fait par l'échec : l'élève n'a plus le choix.

Il y a de l'hypocrisie et un manque de moyens du fait des secteurs. Il conviendrait de diversifier les LEP afin d'offrir plusieurs options – on ne donne pas toujours à l'école les moyens de bien orienter les enfants.

Il est difficile de parler d'orientation dans un contexte économique aléatoire et de se projeter dans l'avenir, même à 3 ans. Dans notre société de consommation, il n'est pas possible de se projeter loin.

D'autre part, les entreprises prennent des jeunes en stages à bon compte, mais qui ne sont pas suivis d'embauches. Les enfants ne sont ni enthousiastes ni épanouis par le contexte.

Un professeur du LEP : Les stages n'ont pas seulement un côté négatif – bien souvent les capacités des élèves ont pu être perçues lors des stages. En outre, les élèves en ressortent avec plus de motivation.

Rôles de conseillers d'orientation dans l'orientation : Il y a toujours un manque de moyens – Il faudrait plus de conseillers d'orientation, malheureusement il a été supprimé 100 postes.

Les professeurs principaux doivent aussi discerner le goût des élèves.

Un parent : Quid de l'heure de vie ? c'est un moment important en rapport avec la question N° 8, mais les relations sont souvent difficiles entre les élèves et les professeurs.

En outre, répond la Principale du Collège, l'heure de vie n'est pas une heure d'orientation, son but est de régler les problèmes de la classe.

Un intervenant souligne que les passerelles entre les différentes formations posent des problèmes.

Autrefois, on passait le CAP en 5<sup>ème</sup> et c'était une bonne chose, aujourd'hui on maintient les élèves en difficultés jusqu'en 3<sup>ème</sup> : Pourquoi les laisser au collège ?

Réponse : Les LEP ne sont pas là pour accueillir les mauvais élèves.

En outre, il est vrai que le collège unique a augmenté les difficultés.

Un parent d'élève : Il est tout de même inquiétant de laisser sortir des enfants de primaire sans qu'ils sachent lire et écrire, autrefois, il y avait des classes de soutien ou classes d'adaptation permettant de faire mûrir les enfants.

D'autre part, si ces enfants pouvaient entrer dès la 6<sup>ème</sup> en enseignement professionnel, ils seraient plus à l'aise que dans un collège d'enseignement général et ne perdrait pas leur temps.

Un professeur : Je ne suis pas d'accord pour orienter les enfants trop tôt : quelques connaissances générales doivent être acquises auparavant , à moins d'un désir très fort.

Le mot filière est un mot dangereux car il implique une orientation , une adaptation préalable.

Il faudrait des structures adaptées dans les classes.

Il n'y a pas que les critères scolaires qui comptent dans l'orientation : Quid du désir de l'enfant ?

Comment passer d'une orientation par l'échec à une vraie orientation.

---

### **Trois priorités pour l'école**

1/ Le respect de soi, le respect des autres , le respect de l'institution laïque sont les bases indispensables à la vie en société . Si les personnes ne sont pas respectables, elles ne seront pas respectées.

2/ Le meilleur investissement d'une nation est l'éducation et la recherche . IL faut des moyens humains et matériels adaptés à cette ambition.

3/ Pour répondre à toutes les questions qui se posent à l'école aujourd'hui, il sera nécessaire de mettre en place des dispositifs d'accompagnement dans et hors les structures scolaires.

Décembre 2003-12-16

## GRAND "DEBATE" LLAGE AVANT CESSATION D'ACTIVITE PUBLIQUE

**Année scolaire 2002-2003 : du primaire au secondaire, personnels et usagers de l'éducation nationale se mobilisent en masse contre les mesures gouvernementales, depuis longtemps en gestation, portant atteinte aux fondements du système éducatif.** Pendant plus de 4 mois, les Raffarin, Ferry, Darcos n'ont jamais manifesté la moindre volonté de dialogue... Alors, comment peut-on prétendre trouver en quelques heures des réponses à des questions posées par des milliers de manifestants (profs, parents, élèves, surveillants, ATOSS) plusieurs mois durant ?

**Depuis, le quotidien ressemble à tout sauf à du dialogue social :** loi sur la formation professionnelle (qui va obliger les salariés à se former à leurs frais et hors de leur temps de travail), mise à mort du statut des intermittents, RMA, remise en cause des 35 H, omniprésence policière, casse annoncée de la sécurité sociale, plan de retraite anti-social, déremboursement de médicaments de première nécessité, poursuite du tout nucléaire, suppression d'un jour férié pour financer (sic !) l'aide aux personnes âgées après l'hécatombe du mois d'août... mais en même temps retrait des subventions aux grandes villes pour financer les transports publics... et aujourd'hui, les facs... Certes, nous sommes en décembre, et vous pourriez croire au père Noël...

**Etes-vous encore prêt(e)s à croire leurs promesses d'un "débat pour agir, pour tous et avec chacun, transparent et avec une commission indépendante" ?**

Ce débat est avant tout pour les dirigeants une gigantesque campagne de propagande pour usurper l'image de gentils démocrates républicains ouverts au dialogue avec ceux d'en bas, alors qu'ils sont affairés à cirer les pompes du MEDEF ou à trinquer dans les salons de Bruxelles avec les pères de l'AGCS.

### Débat démocratique Commission indépendante Pour sûr avec un tel parrainage !

La fameuse commission pilotée par C. Thélot ("IN.DE.PEND.DANT" se plaît à scander Ferry) a élaboré le questionnaire qui vous est soumis, à partir d'un état des lieux du système scolaire dressé par le Haut Conseil de l'Évaluation de l'École. Parmi ces hauts conseillers, 3 inspecteurs généraux et recteurs qui depuis 20 ans se sont révélés des artisans hors pair du démantèlement de l'éducation nationale. Ils sont sous la houlette de M. Forestier, recteur, inspecteur général en 1981, chef de cabinet de Lang en 2000 et surtout indéboulonnable du ministère, de droite, comme de gauche. Il faut dire que son zèle à appliquer dans l'éducation nationale les directives libérales européennes et son doigt sur la couture du pantalon au moindre haussement de sourcil du MEDEF, pour ce qui concerne notamment les enseignements technologiques et professionnels, font de lui l'homme de la situation par excellence.

Le gouvernement lui a donc confié la tâche subtile d'évaluer en toute objectivité son propre travail. Voilà les bases du débat ! Vous imaginez-vous la justice proposant à la police comme base de réflexion et d'action contre la mafia un rapport établi par 4 parrains ?

**NOUS REFUSONS DE PARTICIPER A CE FAUX DEBAT**, destiné à faire cautionner par les personnels et les parents d'élèves des réformes dont le contenu est déjà écrit et qui, face à la résistance de la rue n'ont pu passer en force, en totalité, en 2002-2003.

En clair, participer à ce débat truqué, c'est nous priver de toute possibilité d'expression démocratique avant longtemps.

Pour preuve, cette déclaration édifiante de M. Thélot (L'INDEPENDANT !) dans Le Monde du 16 novembre dernier : "Si le débat reflète correctement ce que pensent les Français, le gouvernement en tiendra compte".

Le politiquement correct auquel il fait allusion se réfère certainement à la nature des questions mises en débat, toutes induites, conditionnées par les réponses attendues et habilement préparées par un battage médiatique ou des mesures pilotes ici ou là comme la décentralisation de l'enseignement professionnel dans l'Académie de Bordeaux.

## DES LORS, COMMENT CROIRE A UN DEBAT OBJECTIF ?

D'autant plus qu'au sein des établissements, ces derniers mois, les votes du Conseil d'Administration, qui réunit professeurs, agents de service, parents, élèves, élus, sont de plus en plus bafoués. Les propositions, les décisions qui y sont prises ne sont ni entendues, ni respectées, ne serait-ce qu'à l'échelon de l'Académie.

### Deux exemples au sein de notre établissement :

1 – En octobre 2003, le Conseil d'Administration de notre lycée professionnel se prononce à l'unanimité, dans le cadre du projet d'établissement sur des propositions d'ouverture de filières, argumentant ses choix auprès du Rectorat. Il s'agissait notamment de proposer aux élèves de CAP Employée Technique de Collectivité (emplois en crèches, garderies, maisons de retraites...) de pouvoir accéder à un niveau supérieur de qualification (pouvoir préparer le cap Petite Enfance, bénéficier d'équivalences dans la filière de l'aide à domicile, préparer le concours d'aide-soignante) par la création d'une poursuite d'études : ½ section de BEP Carrières Sanitaires et Sociales, ainsi qu'1/2 section Mention complémentaire Aide à Domicile... sachant que les funestes événements de l'été avaient poussé le premier ministre à avancer publiquement que le secteur devait être renforcé.

Le Rectorat a pourtant répondu par la négative, claquant au nez de nos élèves la porte de la promotion sociale (entre 2002 et 2003, le chômage des femmes a progressé de 10 % !)... apportant de fait une réponse à la question 10 du débat : "Comment développer les passerelles entre les formations ?"

Ce même Rectorat nous imposait par contre à la rentrée 2003, sans concertation ½ section supplémentaire de CAP coiffure, sans s'être même assuré de la faisabilité dans nos locaux.

Le débat local n'est donc pas entendu à l'échelon de la Région, on doute d'une écoute au niveau national !

2 – En septembre 2003, un Conseil d'Administration extraordinaire a été réuni, afin de le faire délibérer sur la procédure de recrutement de 3 assistants d'éducation... alors qu'en juillet 2003, le même Conseil d'Administration s'était déjà prononcé CONTRE le recrutement des assistants d'éducation, dont le statut constitue une nette régression par rapport à celui des anciens surveillants.

### Est-ce ce que M. FERRY appelle la démocratie républicaine ?

**Aujourd'hui, nous refusons donc de nous distraire avec ce hochet de la démocratie** que nous agitent avec mépris ceux qui ne visent qu'un objectif par ces mesures : faire en sorte que l'AGCS (Accord Général sur la Commercialisation des Services) s'applique au gigantesque service public qu'est l'éducation nationale, pour que les contenus des formations deviennent des marchandises dans un contexte où les établissements seront inexorablement en concurrence, puisque soumis à l'économie libérale. Comment ce gouvernement peut-il changer l'école avec un budget verrouillé et en promettant des baisses d'impôts ?

**L'école n'est pas à vendre**, les savoirs et la pédagogie ne sont pas des marchandises ou des produits, nous ne sommes pas des VRP, vous n'êtes pas des clients. Certes, l'école doit connaître des transformations car aujourd'hui elle est déjà porteuse d'inégalités, de précarité, de perte du sens et du contenu des apprentissages, de soumission à la mise en concurrence. Il est urgent d'en débattre, mais certainement pas en nous soumettant aux lois du marché libéral.

## DEBATTRE ET SE BATTRE

Ne pas jeter sur la voie (encore) publique, SVP. Diffusez-le, recyclez-le !